Modèle de rapport parallèle de la société civile

pour les chapitres II (Mesures préventives) et V (Recouvrement d'avoirs)
de la Convention des Nations Unies contre la corruption

***Version : 17 mars 2022***

Ce modèle de rapport est une référence pour les organisations de la société civile (OSC) préparant des rapports parallèles sur la mise en œuvre nationale du chapitre II de la Convention des Nations Unies contre la corruption (CNUCC) sur les mesures préventives et du chapitre V sur le recouvrement d’avoirs. Afin de permettre une comparaison des rapports parallèles de la société civile de différents pays, **veuillez suivre ce modèle de rapport le plus fidèlement que possible**.

La CNUCC est le seul mécanisme universel contraignant de lutte contre la corruption et a été ratifiée par 187 pays et l'Union européenne. Son mécanisme d'examen de l'application (IRM) est un processus d'examen par les pairs en plusieurs étapes, qui implique l'examen de l'application de la CNUCC par chaque État partie par deux pairs - un de la même région des Nations unies et un d'une autre région. Le processus d'examen est divisé en deux cycles de cinq ans, le premier cycle (2010 - 2015) couvrant les chapitres III et IV et le second cycle (2015 - juin 2024) couvrant les chapitres II et V. Le second cycle a été lancé en novembre 2015 et est actuellement en cours.[[1]](#footnote-1) Il devrait se poursuivre au moins jusqu'en 2024, conformément à la décision 8/1 de la 8e session de la Conférence des États parties à la CNUCC, qui a prolongé le deuxième cycle de trois ans. Pour savoir quand l'examen d'un pays est prévu et quels documents il a publiés jusqu'à présent, veuillez consulter le profil du pays sur le site Web de l'UNODC.[[2]](#footnote-2)

**À propos de la UNCAC Coalition :**

La UNCAC Coalition est un réseau mondial de plus de 350 organisations de la société civile dans plus de 100 pays, engagées dans le suivi et la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies contre la corruption (CNUCC).

*Site web* :[*https://uncaccoalition.org*](https://uncaccoalition.org/) *- Inscrivez-vous à notre newsletter* [*ici*](https://uncaccoalition.org/newsletter/) *!*

*Twitter :* [*@uncaccoalition*](https://twitter.com/uncaccoalition) *- Facebook :* [*https://www.facebook.com/uncaccoalition*](https://www.facebook.com/uncaccoalition)

**Contact :**

Si vous avez des questions tout au long du processus de recherche et de rédaction, n'hésitez pas à nous contacter. L'équipe de la UNCAC Coalition à Vienne sera heureuse de vous aider de quelque manière que ce soit.

* Mathias Huter, *directeur général*, mathias.huter@uncaccoalition.org
* Danella Newman, *chargée de projet,* danella.newman@uncaccoalition.org

**Structure**

*Le rapport parallèle se compose de plusieurs sections : Remerciements, Table des matières, Abréviations, Liste des personnes consultées, Introduction, Résumé exécutif, Évaluation du processus de révision, Évaluation de la mise en œuvre des dispositions du chapitre II et du chapitre V, Développements récents, Recommandations et une Annexe. Des instructions et des conseils spécifiques sont fournis pour chaque section en italique.*

*Veuillez travailler* ***directement*** *dans ce document - la UNCAC Coalition fournira des commentaires et apportera des modifications par le biais du « suivi des modifications » dans ce même document, afin de faciliter le flux de travail au fur et à mesure que le rapport se développe sur plusieurs versions.*

*Ce modèle est verrouillé/protégé, ce qui signifie que certaines parties font automatiquement partie du rapport, avec seulement les champs gris à remplir, et d'autres sont des sections ouvertes pour que vous puissiez saisir des informations dans le modèle. Veuillez double-cliquer sur les champs gris pour saisir les informations nécessaires. Laissez de côté les sous-sections et les articles qui ne sont pas pertinents pour votre rapport. Nous les modifierons ultérieurement.*

# Remerciements

*N'hésitez pas à ajouter des remerciements à vos collègues, partenaires, donateurs, etc.*

Dans le but de contribuer à l'examen national de la CNUCC en/au/à pays dans son deuxième cycle, ce rapport parallèle a été rédigé par organisation en utilisant les documents d'orientation et le modèle de rapport conçus par la UNCAC Coalition et Transparency International. La production de ce rapport a été soutenue par la UNCAC Coalition, grâce à un financement fourni par l'Agence norvégienne pour la coopération au développement (Norad) et le ministère des Affaires étrangères du Danemark (Danida).

Les conclusions de ce rapport sont celles des auteurs mais ne reflètent pas nécessairement les opinions de la UNCAC Coalition et des donateurs qui ont rendu ce rapport possible.

Tous les efforts ont été faits pour vérifier l'exactitude des informations contenues dans ce rapport. Toutes les informations ont été jugées correctes à la date du date.

Les auteurs de ce rapport sont noms et prénoms de votre organisation. Le rapport a été révisé par noms de la UNCAC Coalition.

**Nom de votre organisation**

Adresse de votre organisation

Site web : Lien vers le site web de l'organisation

Liens vers profils de médias sociaux (Twitter, Facebook, LinkedIn, YouTube, Instagram)

|  |
| --- |
| Insérez 2 ou 3 phrases sur votre organisation. |

# Table des matières

# *Insérez une table des matières cliquable ici.*

# Abréviations

# *Insérez ici une liste des abréviations utilisées dans le rapport, par ordre alphabétique.*

|  |  |
| --- | --- |
| CNUCC/UNCAC | Convention des Nations Unies contre la corruption |
| ONUDC/UNODC | Office des Nations Unies contre la drogue et le crime |
| ... |  |
| ... |  |

# Liste des personnes consultées

*Veuillez énumérer toutes les personnes consultées ainsi que leur affiliation, sauf dans les cas où elles souhaitent rester anonymes, et la date de l'entretien.* *Veuillez également mentionner les contributions écrites que vous avez obtenues et ajouter quelques phrases sur les demandes de liberté d'information que vous avez envoyées, en vous référant à l'annexe, où vous inclurez un tableau contenant des informations plus détaillées sur les demandes.*

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Nom** | **Titre du poste** | **Affiliation** | **Date de l'entretien** |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |

# I. Introduction

* *(environ 1-2 pages au total)*

*Veuillez utiliser la structure suivante :*

Pays a signé la Convention des Nations Unies contre la corruption (CNUCC) le date et l'a ratifiée le date.

Ce rapport examine la mise en œuvre par pays de certains articles du chapitre II (mesures préventives) et du chapitre V (recouvrement d'avoirs) de la CNUCC. Le rapport est conçu comme une contribution au processus d'examen de l'application de la CNUCC actuellement en cours pour ces chapitres. Pays a été sélectionné par le groupe d'examen de la mise en œuvre de la CNUCC en date par un tirage au sort pour une révision dans le/la premier/deuxième/tiers/quatrième/cinquième année du premier/deuxième cycle. Une version préliminaire de ce rapport parallèle a été fournie au gouvernement du pays (veuillez supprimer cette phrase si non).

**1.1 Champ d'application.** Lesarticles et les sujets de la CNUCC qui font l'objet d'une attention particulière dans ce rapport sont ceux qui couvrent les politiques et pratiques de prévention de la corruption (Article 5), les organes de prévention de la corruption (Article 6), l'emploi dans le secteur public (Article 7.1), le financement politique (Article 7.3), les codes de conduite, les conflits d'intérêts et les déclarations de patrimoine (Articles 7, 8 et 12), les mécanismes de signalement et la protection des dénonciateurs (Articles 8.4 et 13.2), les marchés publics (article 9.1), la gestion des finances publiques (article 9), l'accès à l'information et la participation de la société civile (articles 10 et 13.1), le pouvoir judiciaire et le ministère public (article 11), la transparence du secteur privé (article 12) et les mesures de prévention du blanchiment d'argent (article 14) au titre du chapitre II *(adapter selon le cas)*. Au titre du chapitre V, les articles et les sujets de la CNUCC qui font l'objet d'une attention particulière dans le présent rapport sont ceux qui couvrent la lutte contre le blanchiment d'argent (articles 52 et 58), mesures pour le recouvrement direct de biens (articles 53 et 56), les outils de confiscation (article 54), la coopération internationale aux fins de confiscation (articles 51, 54, 55, 56 et 59) et la restitution et la disposition des avoirs (article 57) *(adapter selon le cas).*

**1.2 Structure.** Le rapport commence par un résumé, comprenant une synthèse, les conclusions et les recommandations concernant le processus d'examen, la disponibilité des informations, ainsi que la mise en œuvre et l'application de certains articles de la CNUCC. La partie suivante couvre les résultats du processus d'examen en/au/à pays ainsi que les demandes d'accès à l'information de manière plus détaillée. Ensuite, la mise en œuvre de la Convention est examinée et des exemples de bonnes pratiques et de déficiences sont fournis. Ensuite, les développements récents sont discutés et enfin, des recommandations d'actions prioritaires pour améliorer la mise en œuvre de la CNUCC sont données.

**1.3 Méthodologie.** Le rapport a été préparé par nom de votre organisation avec le soutien technique et financier de la Coalition UNCAC et les noms d'autre donateurs (si applicable). L’organisation s'est efforcé d'obtenir des informations pour les rapports auprès des bureaux du gouvernement et d'engager un dialogue avec les fonctionnaires du gouvernement. Dans le cadre de ce dialogue, une version préliminaire du rapport a été mise à leur disposition (veuillez supprimer si non).

Le rapport a été préparé à l'aide de lignes directrices et d'un modèle de rapport conçus par la UNCAC Coalition et Transparency International pour des organisations de la société civile (OSC). Ces outils reflètent mais simplifient la liste de contrôle de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) et demandent des évaluations relativement courtes par rapport à la liste de contrôle officielle détaillée de l'auto-évaluation. Le modèle de rapport comprenait une série de questions sur le processus d'examen et, dans la section sur la mise en œuvre, demandait des exemples de bonnes pratiques et de domaines nécessitant des améliorations dans les articles du chapitre II de la CNUCC sur la prévention et du chapitre V sur le recouvrement d’avoirs.

Toute information supplémentaire que vous souhaitez inclure, veuillez l'insérer ici.

Lors de la préparation de ce rapport, les auteurs ont tenu compte de la récente revue de Pays réalisée par référer à d'autres mécanismes de révision (le cas échéant).

#

# II. Résumé exécutif

* *(environ 2,500-3,500 mots au total, sans compter les tableaux)*

*Incluez une phrase introductive sur le sujet de ce rapport.*

###

### 2.1 Description du processus d'examen officiel

* *(1 paragraphe)*

*Incluez ici une brève explication des informations que vous avez pu obtenir sur le processus d'examen de la CNUCC dans votre pays, ou l’absence d’information.*

### 2.2 Disponibilité des informations

### *(1 paragraphe)*

*Décrivez brièvement le processus de recherche, la manière dont vous avez procédé pour collecter des informations, recueillir des contributions et organiser des entretiens*. *Veuillez fournir une brève évaluation générale de la disponibilité des informations requises pour le rapport, et une brève description des institutions contactées pour obtenir ces informations. Indiquez si des demandes ont été faites en vertu de la législation sur l'accès à l'information. Veuillez noter qu'il y a une section sur l'accès à l'information plus bas, où vous pouvez fournir plus de détails.*

###

### 2.3 Mise en œuvre en droit et en pratique

### *(1.5-2 pages)*

*Incluez ici un résumé de chaque domaine politique couvert par le rapport et les principales conclusions des lois, des politiques, de* ***leur application et de leur mise en œuvre dans la pratique****, y compris les déficiences et les bonnes pratiques importantes. La structure du résumé doit suivre autant que possible la structure du rapport lui-même. Veuillez garder à l'esprit que si l'ensemble du rapport sera publié, seul le résumé exécutif peut être soumis à la Conférence des États parties (CoSP) en tant que contribution officielle au processus d'examen.*

*Insérez et remplissez le tableau en conséquence.*

**Tableau 1 : Résumé de la mise en œuvre et de l'application**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Articles de la CNUCC** | **État de la mise en œuvre dans la loi**  | **État de la mise en œuvre et de l'application dans la pratique** |
| **Art. 5** - Politiques et pratiques de prévention de la corruption | complète/effectuée en grande partie/partielle/pas de mise en oeuvre | bonne/moderée/mauvaise |
| **Art. 6** - Organe ou organes de prévention de la corruption | complète/effectuée en grande partie/partielle/pas de mise en oeuvre | bonne/moderée/mauvaise |
| **Art. 7.1** - Emploi dans le secteur public | complète/effectuée en grande partie/partielle/pas de mise en oeuvre | bonne/moderée/mauvaise |
| **Art. 7.3** - Financement politique | complète/effectuée en grande partie/partielle/pas de mise en oeuvre | bonne/moderée/mauvaise |
| **Art. 7, 8 et 12** - Codes de conduite, conflits d'intérêts et déclarations de patrimoine | complète/effectuée en grande partie/partielle/pas de mise en oeuvre | bonne/moderée/mauvaise |
| **Art. 8.4 et 13.2** - Mécanisme d'alerte et protection des dénonciateurs | complète/effectuée en grande partie/partielle/pas de mise en oeuvre | bonne/moderée/mauvaise |
| **Art. 9.1** - Marchés publics  | complète/effectuée en grande partie/partielle/pas de mise en oeuvre | bonne/moderée/mauvaise |
| **Art. 9.2** - Gestion des finances publiques | complète/effectuée en grande partie/partielle/pas de mise en oeuvre | bonne/moderée/mauvaise |
| **Art. 10 et 13.1** - Accès à l'information et participation de la société civile | complète/effectuée en grande partie/partielle/pas de mise en oeuvre | bonne/moderée/mauvaise |
| **Art. 11** - Mesures concernant les juges et les services de poursuite | complète/effectuée en grande partie/partielle/pas de mise en oeuvre | bonne/moderée/mauvaise |
| **Art. 12** - Secteur privé | complète/effectuée en grande partie/partielle/pas de mise en oeuvre | bonne/moderée/mauvaise |
| **Art. 14** - Mesures visant à prévenir le blanchiment d'argent | complète/effectuée en grande partie/partielle/pas de mise en oeuvre | bonne/moderée/mauvaise |
| **Art. 52 et 58** - Lutte contre le blanchiment d'argent | complète/effectuée en grande partie/partielle/pas de mise en oeuvre | bonne/moderée/mauvaise |
| **Art. 53 et 56** - Mesures pour le recouvrement direct de biens | complète/effectuée en grande partie/partielle/pas de mise en oeuvre | bonne/moderée/mauvaise |
| **Art. 54** - Outils de confiscation | complète/effectuée en grande partie/partielle/pas de mise en oeuvre | bonne/moderée/mauvaise |
| **Art. 51, 54, 55, 56 et 59** -Coopération internationale aux fins de confiscation | complète/effectuée en grande partie/partielle/pas de mise en oeuvre | bonne/moderée/mauvaise |
| **Art. 57** - La restitution et la disposition des avoirs | complète/effectuée en grande partie/partielle/pas de mise en oeuvre | bonne/moderée/mauvaise |

*Insérez et remplissez le tableau en conséquence, puis développez brièvement les performances des principales institutions impliquées dans la mise en œuvre des dispositions couvertes par ce rapport.*

**Tableau 2 : Performance des institutions clés sélectionnées**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Nom de l'institution** | **Performance par rapport aux responsabilités****couvertes par le rapport** | **Bref commentaire sur les performances*****(par exemple, ressources insuffisantes, manque d'indépendance, forte expertise)*** |
| Par exemple, l'Agence anti-corruption | bonne/modérée/ mauvaise |  |
| Par exemple, l'Autorité centrale des marchés publics | bonne/modérée/ mauvaise |  |
| Par exemple, la Commission de l'information | bonne/modérée/ mauvaise |  |
| Par exemple, la cellule de renseignement financier | bonne/modérée/ mauvaise |  |
| Par exemple, le régulateur des marchés financiers | bonne/modérée/ mauvaise |  |
| Par exemple, l'organisme ou les organismes de recouvrement d’avoirs | bonne/modérée/ mauvaise |  |
|  | bonne/modérée/ mauvaise |  |
|  | bonne/modérée/ mauvaise |  |
|  | bonne/modérée/ mauvaise |  |

### 2.4 Recommandations d'actions prioritaires

* *(0.5-1 pages)*

*N'incluez* ***que les recommandations clés****, commençant par un verbe (mettre en œuvre/assurer/adopter/...), par exemple :*

1. *Améliorer l'interaction du gouvernement avec les OSC dans le processus de révision par ....*
2. *Assurer l'adoption d'une loi sur l'accès à l'information pour permettre...*
3. *Promouvoir la mise en œuvre de la loi ...*
4. *Appliquer la loi X dans la pratique...*
5. *...*
6. *...*
7. *...*
8. *...*
9. *...*
10. *...*

#

# III. Évaluation du processus d'examen pour Pays

* *(environ 1-2 pages au total)*

*Cette section demande une évaluation de la transparence du processus d'examen de la CNUCC par le gouvernement. Incluez une brève explication des informations que vous avez pu obtenir sur le processus d'examen de la CNUCC dans votre pays ou son absence (qui avez-vous consulté, comment les avez-vous joints...).*

###

### 3.1 Rapport sur le processus de révision

*Veuillez compléter le tableau 3 ci-dessous, en fournissant des détails sur la transparence, la visite du pays et la participation de la société civile dans le processus d'examen de la CNUCC de votre gouvernement.*

*Plus votre pays est avancé dans le processus d'examen, plus vous pourrez inclure d'informations dans ce chapitre du rapport. Le processus d'examen peut s'étendre sur une période allant jusqu'à un an, avec une visite possible du pays seulement six mois ou plus après le début du processus (ce délai est dépassé dans de nombreux pays). Ainsi, selon le moment où une OSC commence à travailler sur ce rapport, il peut ou non être possible de remplir ce tableau avant un certain temps. Dans ce cas, veuillez écrire « pas encore » ou « non disponible ».*

*En ce qui concerne la publication des coordonnées du point focal, si cela a été fait, veuillez indiquer si cela s'est fait en ligne ou par d'autres moyens.*

*En ce qui concerne les questions relatives à la consultation de la société civile sur l'auto-évaluation et à la contribution de la société civile aux examinateurs officiels, veuillez indiquer dans la section des commentaires si l'invitation était large ou si seul un groupe sélectionné a été invité et, si possible, comment cette sélection a été faite.*

**Tableau 3 : Transparence de la participation du gouvernement et des OSC au processus d'examen de la CNUCC**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Le gouvernement a-t-il divulgué des informations sur le point focal du pays ? | oui/non/pas encore/non disponible | *Commentaires* |
| Le calendrier des révisions a-t-il été publié quelque part ou connu du public ? | oui/non/pas encore/non disponible | *Commentaires**- veuillez indiquer si l'examen a été mené dans les délais, ou si le gouvernement a publié des mises à jour concernant le calendrier.[[3]](#footnote-3)* |
| La société civile a-t-elle été consultée lors de la préparation de la liste de contrôle pour l'auto-évaluation ? | oui/non/pas encore/non disponible | *Si oui, qui a été consulté ? (Veuillez double-cliquer sur la case pour la cocher)*[ ]  OSCs d’anti-corruption ou d’accès à l'information[ ]  OSCs travaillant sur d'autres questions [ ]  Domaine universitaire [ ]  Syndicats [ ]  Autre (veuillez énumérer)*Commentaires* |
| La liste de contrôle de l'auto-évaluation a-t-elle été publiée en ligne ou fournie à la société civile ? | oui/non/pas encore/non disponible | *Commentaires**- veuillez inclure un lien, le cas échéant, et la date de publication ou des informations sur le moment/la manière dont l'auto-évaluation a été fournie* |
| Le gouvernement a-t-il accepté une visite du pays ? | oui/non/pas encore/non disponible | *Commentaires* |
| Une visite de pays a-t-elle été réalisée ? | oui/non/pas encore/non disponible | *Commentaires**- veuillez inclure des informations sur le moment où la visite a eu lieu* |
| La société civile a-t-elle été invitée à apporter sa contribution aux examinateurs officiels ? | oui/non/pas encore/non disponible | *Si oui, qui était invité ? (Veuillez double-cliquer sur la case pour la cocher)*[ ]  OSCs d’anti-corruption ou d’accès à l'information [ ]  OSCs travaillant sur d'autres questions [ ]  Domaine universitaire [ ]  Syndicats [ ]  Autre (veuillez énumérer)*Commentaire*s *- veuillez indiquer la forme de contribution demandée* |
| Le secteur privé a-t-il été invité à apporter sa contribution aux examinateurs officiels ? | oui/non/pas encore/non disponible | *Commentaires**- liste des entreprises et organismes invités**- veuillez indiquer la forme de contribution demandée* |
| Le gouvernement s'est-il engagé à publier le rapport complet du pays ? | oui/non/pas encore/non disponible | *Commentaires**- veuillez indiquer si le document est publié par l’ONUDC et/ou le pays et ajouter un lien le cas échéant.* |

###

### 3.2 Accès à l'information

*Cette section devrait porter sur la facilité avec laquelle le public peut accéder aux informations concernant l'application de la CNUCC au niveau national, en particulier s'il existe une législation sur l'accès à l'information facilitant ce processus.*

*Veuillez fournir des commentaires sur la disponibilité des informations (par exemple, des statistiques, des détails sur les poursuites et les jugements) pour la préparation de ce rapport. Par exemple :*

1. *Veuillez décrire les mesures que l'auteur du rapport a prises pour obtenir les informations nécessaires à la préparation du rapport : quelles entités gouvernementales ou autres organismes l'auteur a-t-il contactés ? Existe-t-il un organisme gouvernemental spécifique qui s'occupe de la politique de lutte contre la corruption ? Si oui : quand a-t-il été créé, quels sont ses objectifs et ses réussites ?*
2. *L'expert a-t-il essayé de faire une ou plusieurs demandes formelles d'accès à l'information basées sur l'accès à l'information ou sur d'autres législations ? Dans l'affirmative, veuillez inclure un résumé général ou un tableau succinct indiquant les organismes contactés et si les réponses ont été complètes/partielles/pas du tout répondus. Faites ensuite référence et incluez un tableau plus détaillé sur les demandes faites dans l'annexe.*
3. *Quelles informations et documents importants ont été mis en ligne par les organismes publics, quelles informations essentielles pour la prévention et la lutte contre la corruption n'étaient pas disponibles en ligne ?*
4. *L'auteur du rapport s'est-il appuyé sur d'autres sources pour obtenir des informations pertinentes (par exemple, les médias, les rapports de la société civile) ? Veuillez préciser.*
5. *Quels obstacles l'auteur a-t-il rencontrés pour obtenir les informations nécessaires ? Ces obstacles étaient-ils liés à un manque de compilation par le gouvernement, à des barrières juridiques ou à un simple refus du gouvernement d'autoriser l'accès aux informations requises ?*

*Notez que l'accès à l'information peut varier en fonction des différentes catégories d'informations. Il peut être relativement facile d'accéder à des copies de lois et de règlements, bien que ce ne soit pas toujours le cas dans certains pays. Il est souvent plus difficile d'obtenir des informations statistiques sur l'application et la mise en œuvre, bien que dans certains pays ces informations soient publiées en ligne. Il est souvent plus difficile d'obtenir des détails sur les affaires actuellement poursuivies ou conclues, si cela est pertinent pour votre rapport. Ces catégories d'informations doivent être distinguées dans la réponse à cette section.*

# IV. Évaluation de la mise en œuvre des dispositions du chapitre II et du chapitre V

# *(environ 20-40 pages[[4]](#footnote-4) )*

### Ce chapitre analyse la mise en œuvre des dispositions du chapitre II de la CNUCC sur les mesures préventives et du chapitre V sur le recouvrement d'avoirs dans Pays à travers l'application des lois, des règlements et des pratiques, et met en évidence les bonnes pratiques et les domaines à améliorer.

*Les articles ne doivent pas être analysés un par un - plusieurs articles d'un même domaine politique peuvent être analysés conjointement, comme cela a été fait dans les documents d'orientation qui vous ont été fournis. Pour chaque article/domaine politique, veuillez fournir une brève description des lois pertinentes (y compris les références à la date de promulgation de la loi et les articles/provisions spécifiques actuellement discutés), des politiques, mécanismes et pratiques en place, ainsi que des institutions impliquées dans le suivi, l'application et les sanctions dans le domaine respectif. Ensuite, veuillez analyser l'application de ces mesures dans la pratique, en vous référant à des cas de corruption importants dans votre pays, en vous référant aux rapports officiels, aux statistiques ou aux rapports fiables des médias, lorsqu'ils sont disponibles. Des statistiques et des descriptions détaillées des cas peuvent également être incluses dans l'annexe.*

*Veuillez-vous référer aux instructions pour les sources et les références à la fin de ce document.*

***Pour chaque article/domaine de politique, résumez brièvement les bonnes pratiques et les déficiences par des puces :***

***Bonnes pratiques***

*Soulignez les bonnes pratiques pertinentes dans la mise en œuvre des articles de la Convention en droit et en pratique, lorsqu'elles existent - s'il n'y a pas de bonnes pratiques en rapport avec l'un des articles énumérés ci-dessous, vous pouvez sauter cette section dans l'article en question.*

*Cette section devrait inclure des références aux lois, politiques et mécanismes qui sont particulièrement complets dans la mise en œuvre de la CNUCC ou des exemples d'application particulièrement efficace dans la pratique. Elle doit faire référence à tous les éléments du tableau 1 ci-dessus où un article de la CNUCC est répertorié comme « complètement mis en œuvre » et où l'application est « bonne ».*

***Déficiences***

*Mettez en évidence les déficiences des lois, des politiques, des mécanismes et de leur mise en œuvre et application dans la pratique. S'il n'y a pas de déficiences apparentes en rapport avec l'un des articles énumérés ci-dessous, vous pouvez sauter cette section dans l'article en question.*

*Cette section doit couvrir tous les articles du tableau 1 qui sont classés comme « pas mis en œuvre » dans la loi ou comme ayant une « mauvaise » application dans la pratique. En outre, elle devrait inclure les pires cas où un article n'est mis en œuvre que « partiellement » ou « modérément » appliqué.*

*Veuillez ne remplir que les articles/domaines politiques que vous traitez dans ce rapport. Les champs laissés vides seront supprimés par la UNCAC Coalition.*

*Veuillez-vous référer aux instructions pour les sources et les références à la fin de ce document.*

* 1. **Chapitre II**
		1. **Art. 5 - Politiques et pratiques de prévention de la corruption**

*Analyse principale/mise en œuvre de l'article de la CNUCC*

**Bonnes pratiques**

* ...
* ...

**Déficiences**

* ...
* ...

**4.1.2 Art. 6 - Organe ou organes de prévention de la corruption**

*Analyse principale/mise en œuvre de l'article de la CNUCC*

**Bonnes pratiques**

* ...
* ...

**Déficiences**

* ...
* ...

**4.1.3 Art. 7.1 - Emploi dans le secteur public**

*Analyse principale/mise en œuvre de l'article de la CNUCC*

**Bonnes pratiques**

* ...
* ...

**Déficiences**

* ...
* ...

**4.1.4 Art. 7.3 - Financement politique**

*Analyse principale/mise en œuvre de l'article de la CNUCC*

**Bonnes pratiques**

* ...
* ...

**Déficiences**

* ...
* ...

**4.1.5 Art. 7, 8 et 12 - Codes de conduite, conflits d'intérêts et déclarations de patrimoine**

*Analyse principale/mise en œuvre de l'article de la CNUCC*

**Bonnes pratiques**

* ...
* ...

**Déficiences**

* ...
* ...

**4.1.6 Art. 8.4 et 13.2 - Mécanismes de signalement et protection des dénonciateurs**

*Analyse principale/mise en œuvre de l'article de la CNUCC*

**Bonnes pratiques**

* ...
* ...

**Déficiences**

* ...
* ...

**4.1.7 Art. 9.1 - Marchés publics**

*Analyse principale/mise en œuvre de l'article de la CNUCC*

**Bonnes pratiques**

* ...
* ...

**Déficiences**

* ...
* ...

**4.1.8 Art. 9.2 - Gestion des finances publiques**

*Analyse principale/mise en œuvre de l'article de la CNUCC*

**Bonnes pratiques**

* ...
* ...

**Déficiences**

* ...
* ...

**4.1.9 Art. 10 et 13.1 - Accès à l'information et participation de la société civile**

*Analyse principale/mise en œuvre de l'article de la CNUCC*

**Bonnes pratiques**

* ...
* ...

**Déficiences**

* ...
* ...

**4.1.10 Art. 11 – Mesures concernant les juges et les services de poursuite**

*Analyse principale/mise en œuvre de l'article de la CNUCC*

**Bonnes pratiques**

* ...
* ...

**Déficiences**

* ...
* ...

**4.1.11 Art. 12 - Secteur privé**

*Analyse principale/mise en œuvre de l'article de la CNUCC*

**Bonnes pratiques**

* ...
* ...

**Déficiences**

* ...
* ...

**4.1.12 Art. 14 - Mesures visant à prévenir le blanchiment d'argent**

*Analyse principale/mise en œuvre de l'article de la CNUCC*

**Bonnes pratiques**

* ...
* ...

**Déficiences**

* ...
* ...

* 1. **Chapitre V**

**4.2.1 Art. 52 et 58 - Lutte contre le blanchiment d'argent**

*Analyse principale/mise en œuvre de l'article de la CNUCC*

**Bonnes pratiques**

* ...
* ...

**Déficiences**

* ...
* ...

**4.2.2 Art. 53 et 56 - Mesures pour le recouvrement direct de biens**

*Analyse principale/mise en œuvre de l'article de la CNUCC*

**Bonnes pratiques**

* ...
* ...

**Déficiences**

* ...
* ...

**4.2.3 Art. 54 - Outils de confiscation**

*Analyse principale/mise en œuvre de l'article de la CNUCC*

**Bonnes pratiques**

* **...**
* **...**

**Déficiences**

* ...
* ...

**4.2.4 Art. 51, 54, 55, 56 et 59 - Coopération internationale aux fins de confiscation**

*Analyse principale/mise en œuvre de l'article de la CNUCC*

**Bonnes pratiques**

* ...
* ...

**Déficiences**

* ...
* ...

**4.2.5 Art. 57 - La restitution et la disposition des avoirs**

*Analyse principale/mise en œuvre de l'article de la CNUCC*

**Bonnes pratiques**

* ...
* ...

**Déficiences**

* ...
* ...

**4.3 Statistiques[[5]](#footnote-5)**

*Veuillez fournir des chiffres conformément aux tableaux fournis ci-dessous pour les trois années les plus récentes pour lesquelles des données sont disponibles (par année). Indiquez dans les notes de bas de page et dans la bibliographie toutes les sources d'information, y compris les liens vers les sites web lorsqu'ils sont disponibles. Si aucune donnée n'est disponible, veuillez écrire « non disponible » dans la case et fournir à la fin du tableau (cf. analyse) une brève explication des efforts entrepris pour contacter les autorités responsables et des réponses reçues. À la fin du tableau, fournissez une brève analyse des données et de ce qu'elles révèlent sur l'application de la loi dans le pays.*

**Blanchiment d'argent**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Phase de rapport/renseignement** | **Année :**  | **Année :** | **Année :** |
| Nombre de déclarations de transactions suspectes (DOS) déposées par chaque catégorie d'entités obligées :* Banques et institutions financières
* Entreprises et professions non financières (EPNF)
 |       |       |       |
| Nombre d'ordres d'ajournement adoptés sur les transactions déclarées |       |       |       |
| Nombre d'enquêtes sur le blanchiment de capitaux menées de manière indépendante par les services répressifs (sans DOS préalable) |       |       |       |
| Nombre d'activités suspectes en espèces à la frontière signalées à la cellule de renseignement financière (y compris celles basées sur des déclarations et la contrebande) |       |       |       |
| Nombre de DOS envoyées aux forces de l’ordre et ayant fait l'objet d'une analyse approfondie |       |       |       |
| Nombre de personnes se consacrant à plein temps (ou équivalent temps plein) au blanchiment d'argent dans la cellule de renseignement financière |       |       |       |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Phase d'enquête** | **Année :** | **Année :** | **Année :** |
| Nombre d'affaires engagées par les services répressifs sur la base de DOS envoyées par la cellule de renseignement financière |       |       |       |
| Nombre de personnes se consacrant à plein temps (ou équivalent temps plein) au blanchiment de capitaux dans les forces de l’ordre |       |       |       |
| Nombre d'affaires faisant l'objet de poursuites judiciaires : provenant de DOS, de DCT et d'enquêtes indépendantes des forces de l’ordre |       |       |       |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Phase judiciaire** | **Année :** | **Année :** | **Année :** |
| Nombre de personnes se consacrant à plein temps (ou équivalent temps plein) aux enquêtes sur le blanchiment d'argent dans le système judiciaire |       |       |       |
| Nombre de personnes/entités juridiques condamnées pour des infractions de blanchiment d'argent |       |       |       |
| Nombre de condamnations pour blanchiment du produit de crimes commis à l'étranger |       |       |       |
| Nombre de condamnations pour des délits autres que le blanchiment d'argent provenant de DOS |       |       |       |
| Nombre de condamnations par type pour des infractions de blanchiment d'argent |       |       |       |
| Nombre de peines privatives de liberté sans sursis par durée (comme infraction principale) |       |       |       |

**Recouvrement d’avoirs**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Phase judiciaire** | **Année :** | **Année :** | **Année :** |
| Nombre de procédures de gel (sur la base d'une décision de justice) |       |       |       |
| Nombre de procédures de confiscation |       |       |       |
| Nombre de demandes reçues pour des ordres de gel provenant d'un autre pays |       |       |       |
| Valeur des avoirs gelés |       |       |       |
| Nombre de demandes reçues pour des décisions de confiscation d'un autre pays |       |       |       |
| Valeur des biens confisqués |       |       |       |
| Montants recouvrés sur les actifs |       |       |       |
| Montants restitués |       |       |       |

**4.4 Analyse succincte :**

* *(environ 0.5-1 page)*

*Veuillez fournir une brève analyse des données et de ce qu'elles révèlent sur l'application de la loi dans le pays. Veuillez également décrire brièvement les efforts pour contacter les autorités responsables et les réponses reçues.*

**4.5 Informations sur les cas de recouvrement d’avoirs**

*Veuillez énumérer et fournir ici une brève description des affaires de recouvrement d'avoirs en cours et passées dans votre pays depuis l'entrée en vigueur de la CNUCC (décembre 2005), dont certaines peuvent être trouvées dans la base de données de StAR.[[6]](#footnote-6)*

*Pour chaque cas, veuillez fournir les informations suivantes :*

* *Nom, parties concernées et objet de la procédure*
* *Type (pénal, civil, administratif) et origine de la procédure (par exemple, entraide juridique, rapport des médias, plainte d'une ONG, etc.)*
* *État actuel de la procédure (y compris la date prévue du procès ou de l'appel) et montant gelé/saisi/confisqué/retourné)*
* *Problèmes rencontrés*

*S'il y a plusieurs cas, veuillez sélectionner les 5 plus importants. Veuillez indiquer dans les notes de bas de page et dans la bibliographie toutes les sources d'information, y compris les liens vers les sites Web lorsqu'ils sont disponibles et la date à laquelle ils ont été consultés.*

# V. Développements récents

* *(environ 2-3 pages au total)*

*Veuillez décrire les développements récents dans les domaines couverts par ce rapport parallèle ou tout autre domaine que vous jugez pertinent pour la mise en œuvre du chapitre II et du chapitre V de la CNUCC, par exemple, la nouvelle législation, les nouveaux projets de loi et les changements institutionnels au cours des trois dernières années, ainsi que les réformes juridiques ou institutionnelles qui sont en cours d'adoption et de mise en œuvre au moment de la rédaction. Vous pouvez également inclure une analyse de la mise en œuvre des recommandations pertinentes qui ont été faites à votre pays lors du premier et/ou du deuxième cycle.*

*Veuillez également inclure brièvement les développements récents concernant les engagements pris par votre pays lors du Sommet pour la démocratie, qui s'est tenu en décembre 2021 (voir les interventions officielles,[[7]](#footnote-7) et les engagements écrits pris[[8]](#footnote-8) ).*

# VI. Recommandations

⇒ *(environ 1-2 pages au total)*

*Veuillez énumérer vos recommandations d'actions prioritaires pour améliorer la mise en œuvre de la CNUCC dans votre pays, en commençant par un verbe (mettre en œuvre/assurer/adopter/...) :*

1.
2.
3.
4.
5.

...

#

# VII. Annexe

### 7.1 Données et informations sur les cas

*Veuillez fournir, si possible, des données statistiques ou des chiffres pertinents pour les trois dernières années pour chaque article couvert - vous pouvez également inclure des liens vers les plateformes et mécanismes pertinents. Veuillez fournir, si elles sont disponibles, des informations sur les affaires majeures ou autrement pertinentes pour chaque article couvert. Cela peut inclure :*

* *des exemples de demandes d'accès à l'information ayant abouti à la publication d'informations et de documents que vous jugez utiles pour alimenter les discussions sur la lutte contre la corruption, la transparence et la responsabilité (si de tels cas existent) ;*
* *des exemples supplémentaires concernant la publication proactive d'informations d'une manière efficace qui contribue à la transparence de l'administration publique (par exemple, la divulgation d'informations concernant le budget et son exécution, la publication d'informations sur les marchés publics et les contrats gouvernementaux, les déclarations de patrimoine et d'intérêts des agents publics, les détails sur le financement politique, les dispositions relatives aux conflits d'intérêts et leur application).*
* *les cas qui démontrent que les dispositions ont été effectivement mises en œuvre et/ou les cas qui mettent en évidence les lacunes du cadre de lutte contre le blanchiment d'argent et le recouvrement d’avoirs et de son application.*

*Envisagez également d'inclure des cas documentant que les dispositions ont été effectivement mises en œuvre et/ou des cas qui mettent en évidence les lacunes du cadre de prévention de la corruption et de son application.*

###

### 7.2 Tableau sur les demandes de liberté d'information

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Numéro d'identification** | **Institution**  | **Date de la demande**  | **Date de la réponse**  | **Informations demandées**  | **Informations fournies** |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |

### 7.3 Bibliographie

***Veuillez fournir les références de toutes les sources utilisées pour ce rapport à la fois dans les notes de bas de page et à la fin du document dans une bibliographie. Dans la bibliographie, elles doivent être classées par ordre alphabétique.***

*Pour référencer ces sources d'information, veuillez utiliser les recommandations suivantes à titre indicatif :*

* *Si les données et informations sont disponibles en ligne, indiquez le nom de la page/institution, le mois et la date de publication, le titre complet, ainsi que le lien vers le site web, et la date d'accès.*
* *Lorsque les données sont disponibles à la fois en anglais et dans la (les) langue(s) nationale(s), veuillez indiquer la source anglaise et son lien vers le site web.*
* *Lorsque vous citez vos propres entretiens, nous vous suggérons de convenir au préalable avec la personne interrogée de la manière dont elle sera citée et du titre qu'elle portera (par exemple, juge d'un tribunal de district ou haut fonctionnaire du ministère de la Justice). Veuillez également indiquer comment (par courriel, par téléphone, en personne), où et quand l'entretien a été mené. Vous pouvez envisager de rédiger un formulaire de consentement qui indique clairement comment vous utiliserez les informations obtenues d'une personne interrogée. Ce formulaire doit être signé par toutes les personnes avec lesquelles vous menez des entretiens.*
* *Lorsqu'une personne interrogée souhaite rester anonyme, les citations doivent donner des informations pertinentes sur la personne interrogée, le lieu et la date de l'entretien - l'absence de nom doit être expliquée. Exemple : Interview d'un juge de tribunal de district avec l'auteur, Colombo, 8 décembre 2019 (nom non divulgué sur demande).*
* *Les concepts et termes juridiques doivent être indiqués dans les notes de bas de page dans la langue nationale à côté de la traduction anglaise.*

***La première fois que vous utilisez une source dans une note de bas de page, veuillez inclure toutes les informations disponibles, comme suit :***

1 Nom de l'auteur/de l'organisation/du média (mois/année de publication), titre, sous-titre, [lien](https://uncaccoalition.org/uncac-review/cso-review-reports/), date d'accès, numéro de page/article**.**

***Chaque fois que vous utiliserez ensuite cette source dans une note de bas de page, vous pourrez en utiliser une version abrégée qui ne comprendra que, comme suit :***

2 A voir : le nom de l'auteur/de l'organisation/du média (mois et année), le titre principal, la page/le numéro de l'article.

*Exception : Pour les lois et les décrets, il vous suffit d'inclure un lien vers la loi et la date d'accès dans la note de bas de page.*

*Si disponible, veuillez également utiliser des données statistiques ou des chiffres pertinents pour les trois dernières années pour chaque article couvert[[9]](#footnote-9) - vous pouvez également inclure des liens vers les plateformes et mécanismes pertinents. Veuillez également fournir, si elles sont disponibles, des informations sur les affaires majeures ou autrement pertinentes pour chaque article/thème couvert. Vous pouvez également envisager d'inclure des affaires documentant la mise en œuvre effective des dispositions et/ou des affaires qui mettent en évidence les lacunes du cadre de prévention de la corruption et de son application.*

### Autre

*N'hésitez pas à ajouter toute autre information pertinente qui manquerait ici.*

1. Pour plus d'informations, voir également : <https://www.unodc.org/unodc/en/corruption/implementation-review-mechanism.html>. [↑](#footnote-ref-1)
2. <https://www.unodc.org/unodc/en/corruption/country-profile/index.html>. [↑](#footnote-ref-2)
3. L'examen est censé être effectué dans les six mois, mais ce délai est souvent dépassé. [↑](#footnote-ref-3)
4. Le rapport complet doit compter environ 60 pages. Les détails sur la longueur appropriée peuvent être discutés avec l'équipe de la UNCAC Coalition. [↑](#footnote-ref-4)
5. Les tableaux ci-dessous suivent le format du présent rapport d'Eurostat : <http://ec.europa.eu/eurostat/documents/3888793/5856465/KS-TC-13-007-EN.PDF/69cde077-3bd9-4d0d-8c19-a6fe3608c2cd>. [↑](#footnote-ref-5)
6. Initiative StAR : StAR Asset Recovery Watch, <https://star.worldbank.org/asset-recovery-watch-database>. [↑](#footnote-ref-6)
7. Interventions officielles des délégations participantes au Sommet pour la démocratie, <https://www.state.gov/official-interventions-the-summit-for-democracy/>. [↑](#footnote-ref-7)
8. Engagements écrits des États lors du Sommet pour la démocratie, <https://www.state.gov/written-commitments-the-summit-for-democracy/>. [↑](#footnote-ref-8)
9. Si vous considérez qu'une période plus longue est pertinente, n'hésitez pas à inclure des données supplémentaires. [↑](#footnote-ref-9)